



**FORUM MONDIAL DES DROITS DE L'HOMME  
VENDREDI 24 MAI DE 14H A 18H  
SALLE I 80 de la Cité des Congrès de Nantes**

**« Société civile et participation aux politiques publiques »**

Partout dans le monde, le rôle des organisations de la société civile (associations, syndicats, coopératives, regroupements professionnels) est de plus en plus nécessaire pour apporter des réponses aux besoins prioritaires des populations. Dans les pays où l'État n'est pas en mesure d'assurer l'accès aux services de base (éducation, eau, santé...), ces organisations agissent auprès des pouvoirs publics locaux et nationaux en portant la parole des plus démunis, en veillant à ce que les politiques prennent en considération leurs besoins. Les récents événements des « printemps arabes » ont révélé au monde entier le poids de ces organisations dans le renversement des dictatures. Les sociétés civiles constituent des forces sociales incontournables dans les processus démocratiques et dans le développement de la culture de paix. Mais comment fonctionnent-elles ? Comment leur parole est-elle entendue des pouvoirs publics ? Comment leur rôle peut-il être optimisé et renforcé ?

**Les intervenant(e)s:**

**Mme Amina Pascaline ABDULLAH MADI**, Magistrate au tribunal administratif de Toamasina à Madagascar, engagée au sein d'organisations de la société civile Malgache, Mme Abdullah Madi a également participé à la formation d'élus locaux de 3 communes malgaches pour l'application du budget participatif.

**Mr Salifou KONARE**, maire de la commune de Ségala, membre du bureau exécutif de l'Espace Migrations et Développement de la Région de Kayes au Mali, espace de concertation entre acteurs locaux pour la définition d'une politique migratoire régionale participative du développement de la Région.

**Mr Yaya KEITA**, 1<sup>er</sup> vice maire de la commune urbaine de Kindia et président de l'Intercollectivité de Kindia, association regroupant les 10 collectivités locales de la préfecture de Kindia et les organisations de la société civile du territoire pour co-construire et mettre en œuvre des politiques de développement local.

**Mme Elisabeth DAU**, Responsable de programme à l'Institut de recherche et de débat sur la gouvernance (IRG/France), elle participe au processus de capitalisation des projets soutenus dans le cadre d'un programme intitulé « Société civile et Participation » porté par le CFSI et soutenant des projets de renforcement de la participation des organisations de la société civile aux politiques publiques dans plus d'une vingtaine de pays.

**Pour débattre avec eux, trois tables rondes chacune suivie par un temps d'échange avec la salle :**

**14h- 14h15** : Introduction de l'atelier par Elsa Cardinal et Delphine Arnould

**14h15-15h15** : La concertation entre société civile et pouvoirs publics locaux, quels enjeux pour les pouvoirs publics locaux et pour les OSC ?

**15h15 - 16h30** Quelle est la plus-value de la participation des OSC dans ces espaces de concertation? Quelles modalités ? Quels freins ? Quels impacts sur les droits de l'homme ?

**16h45 - 17h20** : les nouveaux enjeux de la coopération internationale pour un monde plus solidaire : de territoires à territoires, de sociétés à sociétés.

**17h20-17h45** : Conclusion par Delphine Arnould

L'atelier est co-animé par Delphine ARNOULD, Responsable de programme société civile et participation au CFSI et Elsa CARDINAL, directrice de Coopération Atlantique Guinée 44.



### **Le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) :**

Le CFSI regroupe 23 organisations agissant pour la solidarité internationale. Les membres du CFSI s'unissent pour affronter ensemble et avec leurs partenaires des pays du Sud les enjeux du futur :

- la justice sociale pour réduire la pauvreté et les inégalités croissantes ;
- l'économie au service de l'Homme et non pas l'inverse ;
- le partage équitable et la gestion durable des ressources naturelles de la planète.

Convaincu du rôle moteur des organisations de la société civile, le CFSI appuie des projets menés par des associations partenaires de ses membres dans différents pays. Ce sont ces organisations locales qui trouvent des solutions pour influencer sur les politiques et améliorer la situation des plus pauvres. Le CFSI leur propose des partenariats et un soutien pour s'organiser, renforcer leurs compétences, gagner en autonomie et être les acteurs de leur propre développement.

Complétant son engagement international, le CFSI se fait l'écho des préoccupations des acteurs de terrain et des organisations partenaires au Sud en menant chaque année, en France et en Europe, la campagne ALIMENTERRE pour sensibiliser l'opinion publique et les responsables politiques aux causes de la faim et aux moyens de la combattre.

[www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr)



### **L'Institut de Recherche et Débat sur la Gouvernance (IRG) :**

L'IRG est un espace international de réflexion et de proposition sur la gouvernance publique basé à Paris avec un pôle à Bogota. L'IRG travaille en réseau avec des partenaires à travers le monde, dans une perspective interculturelle, interdisciplinaire, inter-acteurs et inter-échelles. L'IRG alimente le débat sur la gouvernance, ouvre de nouveaux axes de recherches et d'expertise et aide à l'élaboration de politiques publiques. Il propose des formations, des publications et organise des espaces de dialogues internationaux.

[www.institut-gouvernance.org](http://www.institut-gouvernance.org)



### **Le Groupe de recherche et de Réalisations pour le Développement rural (GRDR) :**

Association de Solidarité Internationale engagée depuis 1969 pour la promotion sociale, culturelle et économique des migrants subsahariens en France et de leurs régions d'origine.

Depuis deux générations, notre association accompagne ces « travailleurs », pour assurer à leurs familles, villages et pays un meilleur accès à l'éducation, à la santé, à l'eau comme à la production agricole et à la micro-entreprise.

Chaque année, des écoles, des dispensaires, des puits, des barrages sont réalisés dans les pays du Sahel avec notre appui, tandis qu'en France des associations de migrants interviennent notamment auprès des femmes, des migrants les plus âgés et dans la lutte contre les discriminations.

Le GRDR représente aujourd'hui une équipe de 140 salariés et bénévoles de 13 nationalités différentes, qui intervient dans 5 pays (Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée Bissau, France) et une soixantaine de communes, avec une vingtaine de partenaires européens et ouest-africains.

[www.grdr.org](http://www.grdr.org)



### **Coopération Atlantique Guinée 44 :**

Association de solidarité internationale engagée depuis 1994 en République de Guinée où elle conduit des projets de développement prioritairement dans les domaines de l'accès à l'eau et à l'assainissement, de l'agriculture, de l'environnement, de la jeunesse. L'association agit dans une approche de développement local, en conduisant des projets en

partenariat avec les collectivités locales, les organisations de la société civile des territoires sur lesquelles elle intervient aussi bien en France qu'en Guinée. La finalité de son action est le renforcement des capacités des acteurs avec lesquels elle agit et favoriser, promouvoir les échanges et engagements solidaires entre acteurs et citoyens français et Guinéens.

[www.cooperation-atlantique.org](http://www.cooperation-atlantique.org)

Ces 4 structures sont parties prenantes d'un même programme intitulé « Société civile et participation », piloté par le CFSI, qui vise à soutenir des initiatives citoyennes et des organisations de la société civile pour favoriser leur participation aux politiques publiques. A travers ce programme le CFSI soutient de nombreux projets dont ceux du GRDR et de CA Guinée 44 dans lesquels les collectivités locales jouent un rôle central aux côtés des migrants et de la jeunesse.

L'IRG accompagne le processus de capitalisation de ce programme afin d'en tirer des enseignements quant aux pratiques de coopération et innovations en matière de participation citoyenne aux politiques publiques.

Le programme « Société civile et Participation » est soutenu par l'Agence Française de Développement.